

Fiche des constatations effectuées lors d'une visite d'inspection

DREAL Bourgogne

Unité Territoriale : Yonne - Nièvre	Subdivision : S2
Nom(s) du ou des inspecteurs : Nicolas TAILLANDIER Date de la lettre d'annonce de l'inspection : 04/09/2015 Date de l'inspection : 15/09/2015 Type d'inspection : <input type="checkbox"/> approfondie ou <input checked="" type="checkbox"/> courante ou <input type="checkbox"/> ponctuelle <input type="checkbox"/> inopinée ou <input checked="" type="checkbox"/> annoncée <input type="checkbox"/> planifiée ou <input checked="" type="checkbox"/> circonstancielle Motif de la planification : inspection réalisée pour analyser les suites données à départ de feu signalé dans le filtre à poussière le 12 août 2015.	
Société : CEREPY Commune : FLOGNY LA CHAPELLE Activité : stockage de céréales	A Priorité : /
Liste des installations inspectées : L'ensemble du site Thèmes : Risques technologiques Référentiels de l'inspection : Arrêté préfectoral n°PREF-DCPP-SEE-2015-0080 du 2 mars 2015, autorisant la société CEREPY à exploiter une installation de stockage de grains et d'engrais sur le territoire de la commune de FLOGNY LA CHAPELLE.	
Liste des noms et qualités des personnes rencontrées sur le site lors de l'inspection : - M. Alain GAUTROT, responsable logistique, exploitation et sécurité ; - M. Patrice FAILLOT, responsable silo.	
Principales constatations effectuées, principaux constats d'écarts par rapport au référentiel d'inspection : Les installations ont été trouvées dans un état de propreté correct. De lourds travaux ont été engagés en vue de la modernisation des installations et de la réorganisation des stockages comme du plan de circulation, conformément à la demande ayant abouti à la signature de l'AP actuellement en vigueur. Les travaux se poursuivent, mais l'activité (stockage) sur site est suspendue depuis l'incendie. Une légère activité est maintenue pour les agriculteurs locaux, par la mise à disposition d'une plateforme de déchargement. Les céréales ainsi livrées sont ensuite ré-expédiées sur d'autres sites, comme le silo CEREPY à BRIENON sur ARMANCON. 2 non-conformités ont été relevées au cours de l'inspection et suite aux envois de pièces par l'exploitant : <ul style="list-style-type: none"> - Le site n'est pas clos, comme cela avait déjà été signalé lors de l'inspection du 22/01/2010. La situation a certes évolué depuis cette date – l'exploitant a effectivement acquis auprès de Réseau Ferré de France, les parcelles AP 136 et AP 137. Mais l'étude notariale en charge de l'échange¹ de parcelles avec la mairie de FLOGNY-LA-CHAPELLE a pris du retard, avec pour conséquence l'absence manifeste de clôture. Cependant, la situation est en cours d'évolution puisque l'exploitant a réalisé une partie des travaux de clôture et a pu présenter un calendrier prévisionnel de finalisation de ces travaux ; - L'installation électrique ne dispose pas d'un interrupteur général situé à l'extérieur du bâtiment. 	

¹ – afin de déplacer le chemin communal longeant le site afin d'avoir une surface suffisante pour clôturer le site sans gêner la conduite de l'exploitation.


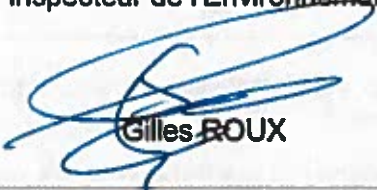
5 observations sont à formuler suite à l'inspection et aux envois de pièces par l'exploitant :

- Un visite des services du SDIS sur le site a permis à l'exploitant de repenser sa stratégie de défense contre les risques d'incendie. Il a donc modifié ses projets d'implantation des installations, sans réaliser préalablement de porter-à-connaissance auprès du préfet. À noter toutefois que cette modification semble aller vers une diminution des risques lors d'une intervention sur site des services du SDIS.
- L'exploitant a correctement déclaré l'accident à l'inspection, mais l'envoi du rapport s'est faite sur demande expresse de l'inspection des installations classées, après le délai de 15 jours donné à l'exploitant. De plus, le rapport finalement envoyé ne précisait pas les effets de l'accident sur les personnes, ni sur l'environnement.
- Certains fûts de produits n'étaient pas positionnés sur des rétentions conformes, même s'ils étaient stockés sur une dalle étanche, elle-même reliée à une capacité de rétention ;
- Si les contrôleurs de déport de sangle étaient bien présents, leur bon fonctionnement n'a cependant pas pu être garantis ;
- Les consignes d'exploitation ne mentionnent pas :
 - la fréquence de vérification des dispositifs de rétention, ni leur suivi ;
 - la formalisation/ le suivi du nettoyage des sols avant entreposage d'engrais.

Suites envisagées :
lettre à l'exploitant

Liste des documents établis suite à la visite :
présente fiche
tableau de constatations

- 9 NOV. 2015

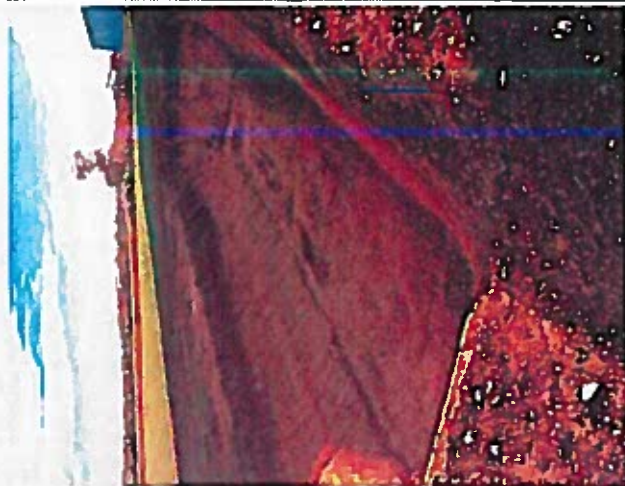
Rédacteur	Vérificateur / approbateur
Le Chef de la subdivision Risques Inspecteur de l'Environnement	L'Adjoint au Responsable de l'Unité Territoriale Nièvre/Yonne Inspecteur de l'Environnement
 Nicolas TAILLANDIER	 Gilles ROUX

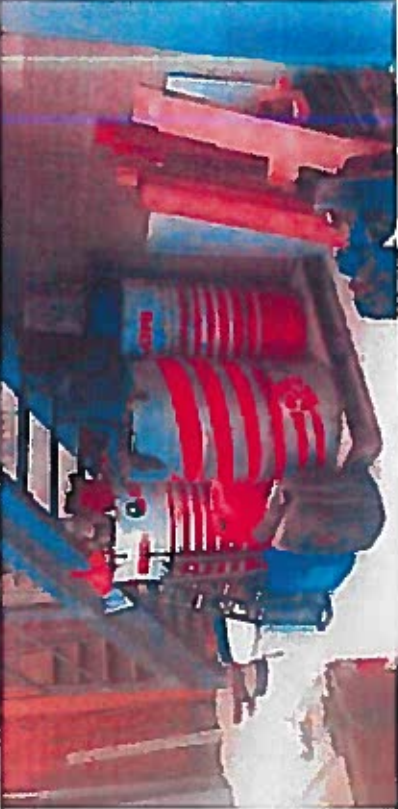
Conformité à certaines prescriptions de l'arrêté préfectoral n°PREF-DCPP-SEE-2015-0080 du 2 mars 2015, autorisant la société CEREPY à exploiter une installation de stockage de grains et d'engrais sur la commune de FLOGNY LA CHAPELLE.

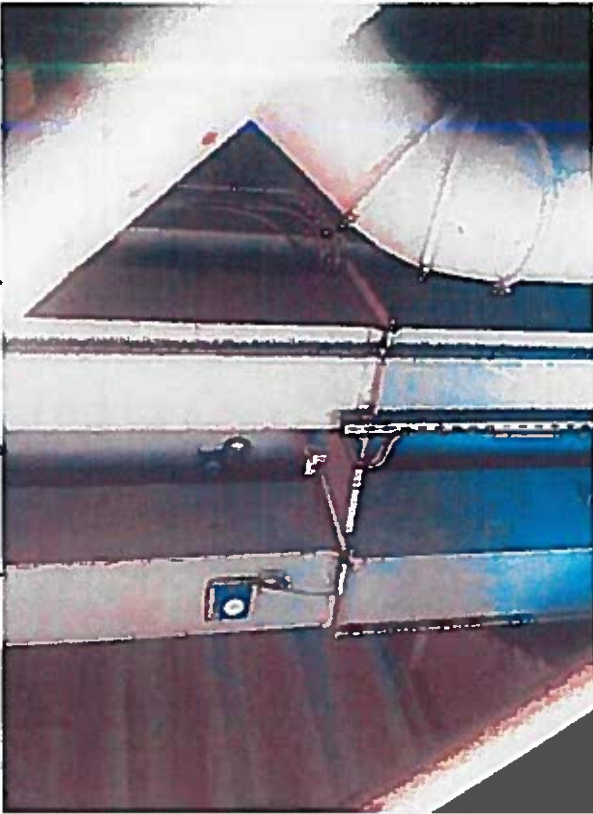
Article	Exigence à vérifier	Conformité ⁽¹⁾		Remarques / réponse apportée / référence documentaire
		Oui	Non	
2.5.1	<p><u>Incidents ou Accidents/ Déclaration et rapport.</u></p> <p>L'exploitant est tenu de déclarer dans les meilleurs délais à l'inspection des installations classées les accidents ou incidents survenus du fait du fonctionnement de son installation qui sont de nature à porter atteinte aux intérêts mentionnés à l'article L. 511-1 du code de l'environnement.</p> <p>Un rapport d'accident ou, sur demande de l'inspection des installations classées, un rapport d'incident est transmis par l'exploitant à l'inspection des installations classées. Il précise notamment les circonstances et les causes de l'accident ou de l'incident, les effets sur les personnes et l'environnement, les mesures prises ou envisagées pour éviter un accident ou un incident similaire et pour en pallier les effets à moyen ou long terme.</p> <p>Ce rapport est transmis sous 15 jours à l'inspection des installations classées.</p>	X	X	<p>La déclaration de l'accident du 12/08/2015 a bien été réalisée par l'envoi d'un courriel à 17h21 (voir annexe I).</p> <p>Le rapport d'accident n'a pas été transmis par l'exploitant sous 15 jours, et a fait l'objet d'une demande spécifique de l'inspection au jour de la visite.</p> <p>Le rapport, finalement transmis par courriel du 24/09/2015 (voir annexe II) précisait :</p> <ul style="list-style-type: none"> • les circonstances et les causes de l'accident ; • les mesures prises pour éviter un accident similaire. <p>Ce même rapport ne précisait pas :</p> <ul style="list-style-type: none"> • les effets sur les personnes et l'environnement.
4.3.1	<p><u>Identification des effluents</u></p> <p>L'exploitant est en mesure de distinguer les différentes catégories d'effluents suivants :</p> <ul style="list-style-type: none"> - eaux pluviales de toiture, - eaux pluviales de voiries, - eaux usées sanitaires. 	X		Points de collecte des EP en cours d'installation.
7.1.4	<p><u>Contrôle des accès</u></p> <p>Les installations sont fermées par un dispositif capable d'interdire l'accès à toute personne non autorisée.</p>		X	<p>Le site étant en travaux, les clôtures ne sont pas installées.</p> <p>Pour la partie sud de l'emprise, exposée au chemin d'accès, l'entreprise DEJOU a procédé à l'implantation du portail motorisé le 23.09.2015.</p> <p>L'exploitant qui avait prévu une livraison de fourniture en semaine 40 a opéré la pose de cette clôture en semaine 43.</p> <p>Entre la maison qui va être détruite et le portail d'accès, le choix a été fait de mettre des barrières HERAS plutôt que de la clôture définitive, du fait de l'absence des bordures de trottoir et surtout de la démolition prochaine de la maison. Les barrières HERAS sont boulonnées entre elles et fixées à chaque extrémité.</p> <p>Pour les parties nord et est de la clôture, donnant sur des terrains agricoles, et vu l'activité travaux sur le site, l'exploitant envisage une réalisation au plus tard en semaine 17 (2016).</p>


^{1°} Il peut s'agir de la conformité présente, ou de la conformité prévue à terme par l'exploitant ; préciser dans ce cas en dernière colonne les détails et les délais correspondants.

Article	Exigence à vérifier	Conformité ⁰		Remarques / réponse apportée / référence documentaire
		Oui	Non	
7.2.2	<p>Moyens de lutte contre l'incendie L'exploitant met en œuvre des moyens d'intervention conformes à l'étude de dangers. L'installation est dotée de moyens de lutte contre l'incendie appropriés aux risques, notamment :</p> <ul style="list-style-type: none"> • d'un moyen permettant d'alerter les services d'incendie et de secours, de plans des locaux facilitant l'intervention des services d'incendie et de secours avec une description des dangers pour chaque local, comme prévu à l'article 7.1.1, • un poteau incendie (n°25) situé au niveau de l'entrée des installations, • un bassin incendie de 600 m³, • 2 poteaux incendie à l'intérieur du site : un poteau d'aspiration déporté à l'entrée du site relié au bassin incendie et un poteau relié à la même conduite d'eau que le poteau incendie n°25, • des extincteurs adaptés aux risques, maintenus en état de fonctionnement et répartis à l'intérieur des bâtiments et à proximité des dégagements. <p>Le bassin incendie est aménagé afin de permettre l'approche des engins d'incendie par :</p> <ul style="list-style-type: none"> • une voie de circulation (voie engin), • une plate-forme d'aspiration répondant aux caractéristiques suivantes : <ul style="list-style-type: none"> ○ largeur parallèle au point d'eau : 4m ; ○ longueur perpendiculaire au point d'eau : 8 m ; ○ force portante F : 150 kN ; ○ hauteur entre la pompe et le niveau d'eau < 6m ; ○ longueur de la pente entre la pompe et le plan d'eau < 8m. 		X	<p>Une visite du site a été menée par le SDIS (Commandant Laurent PACCAUD, responsable du groupement sud, et le Lieutenant Stéphane LEGRAND) au mois de mai 2015.</p> <p>Le bassin de 600 m³ n'a pas été construit, de même que sa borne déportée et la plateforme d'aspiration. Lors de sa visite, le SDIS a précisé que du fait de son emplacement, cette plateforme était susceptible de soumettre un véhicule d'aspiration aux effets thermiques d'un feu sur silo. Il a donc été décidé de retenir une autre option, consistant en la création d'une poche à eau de 120 m³ à l'entrée du site, elle-même associée à une borne déportée et une plateforme d'aspiration.</p> <p>L'exploitant a précisé qu'une mesure de capacités des deux bornes au sud de l'emprise avait été réalisée, donnant des débits respectifs de 110 (BI Sud-Est) et 105m³/h (BI Sud-Ouest).</p> <p>L'ensemble de ces moyens (BI + poche) seraient susceptible de satisfaire aux besoins en eaux d'extinction d'incendie sur site.</p>
				<p>Le bassin de 600 M3 a été abandonné au profit d'un bassin d'infiltration de 150 m³ en cours de réalisation (au 26/10/2015, voir ci-contre). Il recevra les eaux pluviales toitures et de ruissellement après traitement.</p>
1.6.1	<p>Porter à connaissance Toute modification apportée par le demandeur aux installations, à leur mode d'utilisation ou à leur voisinage, et de nature à entraîner un changement notable des éléments du dossier de demande d'autorisation, est portée avant sa réalisation à la connaissance du Préfet avec tous les éléments d'appréciation.</p>		X	<p>À ce jour, aucun porter à connaissance de ces modifications envisagées n'a été transmis à l'Inspection des Installations classées.</p>



Article	Exigence à vérifier	Conformité ⁰		Remarques / réponse apportée / référence documentaire
		Oui	Non	
7.4.1	<p>Rétentions</p> <p>Pour les stockages de récipients de capacité unitaire inférieure ou égale à 250 litres, la capacité de rétention est au moins égale à :</p> <ul style="list-style-type: none"> • dans le cas de liquides inflammables, 50 % de la capacité totale des fûts, • dans les autres cas, 20 % de la capacité totale des fûts, • dans tous les cas 800 litres minimum ou égale à la capacité totale lorsque celle-ci est inférieure à 800 l. 	X	X	<p>Si la bonne présence de dispositifs de rétention a pu être constatée sur site, certains fûts de l'atelier ne disposaient pas de tels dispositifs.</p> 
7.4.2	<p>Confinement</p> <p>L'ensemble des eaux susceptibles d'être polluées lors d'un accident ou d'un incendie, y compris les eaux utilisées pour l'extinction d'un incendie, doivent être confinées sur site avant rejet éventuel dans le milieu naturel.</p> <p>Le volume nécessaire doit également tenir compte du volume d'eau lié aux intempéries.</p> <p>A cet effet le dispositif de confinement des installations est composé :</p> <ul style="list-style-type: none"> - le volume disponible dans les fosses des silos, soit 330 m³, - la cuve de rétention de l'aire de dépolage d'engrais liquide, soit 80 m³, - le volume de rétention disponible dans le bâtiment agropharmaceutique, soit 75 m³. <p>L'étanchéité de ces dispositifs doit être assurée et régulièrement contrôlée.</p> <p>Le volume de confinement ainsi constitué s'établit à 485 m³ a minima.</p> <p>L'élimination des substances ou préparations dangereuses récupérées en cas d'accident suit prioritairement la filière déchets la plus appropriée. En tout état de cause, leur éventuelle évacuation vers le milieu naturel s'exécute dans des conditions conformes au présent arrêté.</p>	X		<p>Le creusement des nouvelles fosses, et leur volume associé de 330 m³, était en cours sur site. La bonne présence des cuves de rétention de 80 et 75 m³ a été constatée.</p>
8.1.5	<p>Installations de dépoussiérage et d'aspiration</p> <p>Les filtras à manche sont protégés par des événements (sauf impossibilité technique), qui, dans la mesure du possible, débouchent sur l'extérieur.</p>	X		Présence des événements constatée

Article	Exigence à vérifier	Conformité ⁰		Remarques / réponse apportée / référence documentaire
		Oui	Non	
8.1.6	<p><u>Équipements de manutention</u></p> <p>L'ensemble des appareils de manutention (élévateurs, transporteurs,...) est équipé de capteurs de bourrage et de sécurité thermique.</p> <p>Tous les transporteurs et les élévateurs sont équipés de contrôleurs de rotation. Les élévateurs sont également munis de contrôleurs de déport de sangle.</p>	X	X	<p>Des contrôleurs de déport de sangle étaient bien présents :</p>  <p>Cependant, leur bon fonctionnement n'a pas pu être garanti. L'exploitant suspecte que la gaine (montante) est trop étroite, n'offrant pas au détecteur de déport de bande de plage suffisante à son bon fonctionnement. Il ajoute que le positionnement (bas) de ces détecteurs de déport n'est pas non plus optimal.</p> <p>L'exploitant a prévu un reconditionnement de l'élévateur (changement de la sangle et des godets, plus adaptés) avant remise en service du site, ainsi qu'un contrôle et réglage des déports de bande.</p> <p>Les installations du local électrique sont neuves. La prochaine vérification électrique doit avoir lieu au mois de novembre 2015.</p> <p>Il n'y a pas d'interrupteur général installé à l'extérieur du bâtiment.</p> <p>La coupure de l'alimentation électrique en cas de besoin s'effectue en pénétrant dans le bâtiment, pour accéder au local électrique (comme cela a été fait lors de l'accident du 12/08/2015).</p>
8.2.3	<p><u>Installations électriques</u></p> <p>Les installations électriques sont réalisées conformément aux règles en vigueur, notamment par l'application du décret n° 88-1056 du 14 novembre 1988 relatif à la réglementation du travail ou par l'application des articles de la quatrième partie du code du travail. en ce qui concerne la protection des travailleurs dans les établissements qui mettent en oeuvre des courants électriques.</p> <p>Un interrupteur général, bien signalé et protégé des intempéries, est installé à l'extérieur du bâtiment afin de permettre une coupure de l'alimentation électrique en cas de besoin. Les transformateurs de puissance électrique sont à l'extérieur des bâtiments de stockage. Les commutateurs, les coupe-circuits, les fusibles, les moteurs, rhéostats sont à l'extérieur des cases de stockage et, dans la mesure du possible, placés à l'extérieur du bâtiment.</p>	X	X	

Article	Exigence à vérifier	Conformité ⁰		Remarques / réponse apportée / référence documentaire
		Oui	Non	
8.2.4	<p><u>Aménagements et organisation des stockages</u></p> <p>La hauteur maximale de stockage n'excède pas 8 mètres dans un bâtiment, 6 mètres pour un stockage extérieur.</p> <p>Les stockages d'engrais conditionnés sont fractionnés en flots séparés. Ces flots ne peuvent excéder 1 250 tonnes.</p> <p>En cas de présence de différentes catégories d'engrais, les stockages sont isolés les uns des autres selon les dispositions applicables à la catégorie la plus pénalisante.</p> <p>Une distance minimale de 1 mètre est conservée entre le haut du tas d'engrais ou des flots d'engrais conditionnés et les éventuelles bandes transporteuses.</p> <p>Une distance minimale de 30 cm est conservée entre le haut du tas d'engrais ou des flots d'engrais conditionnés et le haut de la paroi de séparation des cases. Cette distance est matérialisée par un repère visuel sur la paroi.</p> <p>Les stockages sont aménagés et organisés en fonction des dangers présentés par les substances ou préparations stockées, tels qu'identifiés au point 7.1.1. En particulier, les produits incompatibles ne sont pas stockés ensemble.</p>	X		<p>Les stockages d'engrais étaient phase finale de construction. Ils étaient vides.</p>  <p>La matérialisation de la distance minimale de 30 cm entre le haut du tas d'engrais ou des flots d'engrais conditionnés et le haut de la paroi de séparation des cases, par un repère visuel sur la paroi, a été constatée.</p>
8.2.6	<p><u>Consignes d'exploitation</u></p> <p>Les opérations comportant des manipulations dangereuses et la conduite des installations (démarrage et arrêt, fonctionnement normal et transitoire, entretien...) doivent faire l'objet de consignes d'exploitation écrites. Ces consignes prévoient notamment :</p> <ul style="list-style-type: none"> • les modes opératoires ; • la fréquence de vérification des dispositifs de conduite des installations, de sécurité et de limitation et/ou traitement des pollutions et nuisances générées ; • les instructions de maintenance et de nettoyage ; • les conditions de conservation et de stockage des produits ; • la fréquence de vérification des dispositifs de rétention ; • un nettoyage du sol systématique avant tout entreposage d'engrais ; • une gestion des produits hors spécifications de la rubrique 1331-II. 	X	X	<p>Les consignes d'exploitations ont pu être regardées :</p> <ul style="list-style-type: none"> • la fréquence de vérification des dispositifs de rétention n'est pas définie et les vérifications ne sont pas réalisées ; • le nettoyage du sol systématique avant tout entreposage d'engrais est réalisé mais non suivi/ formalisé.
8.2.7	<p><u>Détection</u></p> <p>Les magasins de stockage sont pourvus de système de détection automatique d'incendie ou de combustion par détecteurs de fumée, de chaleur ou de gaz. Le type, le nombre et l'implantation des détecteurs sont déterminés en fonction de la nature des engrais entreposés. Ils sont conformes aux normes en vigueur et vérifiés tous les ans.</p> <p>Les stockages d'engrais sont également équipés de détecteur de Nox.</p>	X		<p>Les détecteurs prescrits sont en cours d'installation.</p>

